



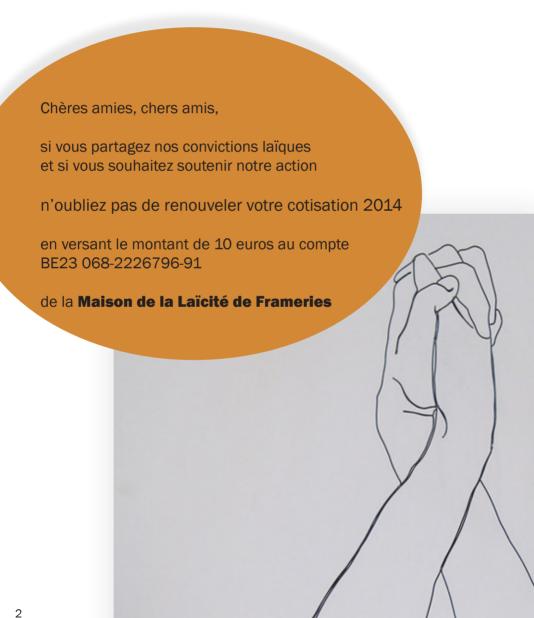


# LELIEN

BIMESTRIEL DE L'ASBL MAISON DE LA LAÏCITÉ DE FRAMERIES

N°13 MARS/AVRIL 2014

Maison de la Laïcité de Frameries



# LE MOT DU PRÉSIDENT

Au moment où on va voir fleurir les affiches électorales, il est l'heure de faire le point sur les suggestions laïques pour nos futurs élus.

Les élections constituent un moment démocratique important et, pour les citoyens, un véritable engagement.

Dans la perspective des élections de mai 2014, la Maison de la Laïcité de Frameries a listé les revendications et préoccupations du mouvement laïque qui, sur le plan institutionnel, sont du ressort des instances fédérales.

L'objectif est d'interroger les élus sur leur programme et singulièrement, sur la place de la laïcité dans le paysage politique fédéral.

Le mouvement laïque reste, en effet, soucieux de promouvoir une citoyenneté participative, critique et responsable : rendre le citoyen actif, conscient de ses droits et de ses devoirs, renforcer les liens entre les citoyens, les associations et le politique, revitaliser la confiance en l'avenir restent des objectifs toujours à poursuivre et à développer.

En organisant, durant les mois de mars et d'avril, diverses activités à caractère politique, la Maison de la Laïcité de Frameries s'efforce de mettre à la disposition du citoyen une information aussi complète que possible et entend ainsi contribuer à une égalité d'accès à la citoyenneté,

considérée en termes de droits et de devoirs.

C'est ainsi que la Maison de la Laïcité de Frameries entend soutenir le modèle de société démocratique et nous espérons que vous participerez nombreux à nos activités en citoyens responsables et animés de nos valeurs humanistes.

### Daniel Sclavon Président





Si vous désirez personnaliser votre mariage civil ou souhaitez organiser une cérémonie d'union indépendante, la porte de notre Maison vous est grande ouverte.

Le mariage laïque, une cérémonie pleine d'émotion et de sens.

Contactez-nous au 065.78.11.53.

# EUROPE, LA TENTATION POPULISTE.



Le cycle de conférences organisé par notre Maison de la Laïcité sur le thème du populisme aura été l'occasion de s'interroger, notamment, sur les attentes des citoyens et le mal-être de ceux-ci à l'égard de l'Europe qui suscite auprès d'eux bien des inquiétudes, voire de vifs mécontentements et des sentiments de colère, de nature à nourrir une vague de populismes divers.

Ceci doit nous amener à nous interroger sur le sens que l'on veut encore donner à cette entreprise, unique dans l'histoire de l'Europe, qu'est la construction européenne, qui vise à l'intégration et à la pacification du continent européen par une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe.

### Les prémisses

Comment comprendre, en effet, l'Europe d'aujourd'hui et l'œuvre qu'elle poursuit sur la voie de son intégration sans savoir qu'elle a été, dès le début, une entreprise de démantèlement et d'abandon progressif, par les Etats membres, de leur souveraineté nationale et de leur indépendance auxquelles ils étaient viscéralement accrochés.

Le premier coup d'envoi en ce sens a été la création en 1952 -suite à la fameuse Déclaration du 9 mai 1950 de Robert Schuman, Ministre français des Affaires étrangères- au Quai d'Orsay à Paris, de la « Haute Autorité » de la CECA – la Communauté européenne du charbon et de l'acier – qui allait devenir par la suite la « Commission européenne » d'aujourd'hui, c'est-àdire un organisme supranational qui s'est vu confier la production et la gestion du charbon et de l'acier des pays producteurs concernés (France, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas et Grand-duché de Luxembourg).

La Haute Autorité décidait, à elle seule, des politiques à mener dans ces deux secteurs de base de notre économie : l'objectif était d'empêcher, à l'époque de la « guerre froide », toutes velléités nationalistes menées et reconquête politique des Etats nations dans deux secteurs-clefs, à la base de l'industrie de l'armement, de manière à éviter que ces pays n'en viennent à nouveau à opposer leurs peuples sur des champs de bataille et mettre fin définitivement à l'opposition séculaire entre l'Allemagne et la France.

En 2014, plus de soixante ans plus tard, l'Europe s'est beaucoup transformée au point de se retrouver à présent rassemblée dans une Union européenne de 28 Etats membres, et bientôt 30-, avec l'adhésion, le 1er juillet 2013, de la Croatie, dernier Etat à avoir rejoint l'U.E., partageant les mêmes valeurs et les mêmes objectifs auxquels ils ont souscrit et qui sont à la base des traités européens qu'ils ont signés,- le dernier en date, étant le Traité de Lisbonne.

#### L'Europe, un artefact

Mais force est de constater que les citoyens européens que nous sommes, les ressortissants de ces pays, se sont toujours comportés, et ont vécu à l'intérieur de leur propre Etat nation,

comme si le nouvel environnement qui est devenu le leur-l'Union européenne - était un artefact : entendons par là, une abstraction de leur propre réalité et de leur identité nationale.

Aujourd'hui ils s'apercoivent et se rendent compte, à la faveur de la grave crise économique et sociale qu'ils traversent, qu'ils ont perdu leur indépendance et leur propre pouvoir de décision, au point de devoir subir tout le poids des décisions qui se prennent à un niveau supérieur, qui n'est plus le leur : l'Union européenne, qui décide souverainement pour eux et au-dessus d'eux, sachant que plus de 80% des décisions, qui les concernent dans leur vie quotidienne, sont décidées au niveau européen et dont la plupart sont ensuite transposées dans la législation des Etats membres.

On en est donc arrivé, en effet, à mettre en place progressivement une souveraineté européenne en lieu et place des souverainetés nationales, du moins dans des domaines de plus en plus vastes de nos activités.

### L'euro, bouc émissaire

C'était là le dessein même qui se trouvait à la base des différents traités européens, et l'exemple le plus frappant, et le plus récent, de cette perte de souveraineté nationale, aux yeux des citoyens, c'est la monnaie unique : l'euro ! Or, « battre monnaie » avait toujours été considéré, de tout temps, comme un des droits régaliens supérieurs qui devait relever d'un Etat souverain et indépendant.

L'euro représente une des étapes



majeures, voire décisives, de l'intégration européenne qu'il faut pouvoir préserver de la tempête actuelle qui la menace, quand bien même cette intégration n'est pas encore parvenue à réunir toutes les conditions indispensables à assurer sa pérennité.

Mais c'est contre cela, l'euro notamment, que se bat en France, à la veille des importantes élections européennes qui auront lieu en mai prochain, Marine Le Pen!

L'euro, en tant que tel, n'est pas responsable de la crise financière actuelle et des politiques d'austérité; il en est plutôt une victime, et un bouc émissaire tout indiqué, pour lui faire imputer tous les maux que connaissent les citoyens dans leur vie au quotidien.

La responsabilité en incombe aux dirigeants, au niveau des Gouvernements nationaux, qui ont fait obstacle à l'intégration européenne sur le plan fiscal et social, deux domaines jalousement gardés par les Etats membres vu les énormes intérêts et enjeux qu'ils représentent, mais deux domaines clefs pour le hon fonctionnement d'une Union économique et monétaire européenne, elle-même destinée à préparer l'Union politique des pays adhérents. En ces deux domaines, en effet, les décisions se prennent encore par des votes exigeant l'unanimité de tous les Etats membres, ce qui a eu pour conséquence de bloquer toute avancée décisive en vue de doter l'Union européenne d'une véritable monnaie unique. On le voit bien avec le projet de création d'une Union bancaire européenne qui est reporté aux Calendes grecques!

L'euro n'est toutefois que l'épicentre d'un combat plus large que mènent tous ceux qui veulent en découdre avec l'idée européenne.

### Un manque de visibilité

Force est de reconnaître en effet que la construction européenne est loin d'être transparente, dans son fonctionnement, aux yeux des citoyens, ce qui donne beaucoup de grain à moudre pour ses détracteurs.

Le Parlement européen. seule la véritablement élue instance ลแ suffrage universel, demeure subalterne rapport aux autres instances décisionnelles européennes. Les directives et les règlements européens,disons les lois européennes-, sont prises par une « troïka » institutionnelle que forment la Commission européenne, le Conseil des Ministre européens, et le Parlement européen mais dans laquelle la Commission européenne elle-même exerce un véritable monopole en ce

sens, qu'à elle seule, revient l'initiative de proposer les lois en question. C'est un droit exclusif qui lui est reconnu et dont elle fait grand usage.

Le Parlement européen est mis, en quelque sorte, hors jeu, alors que, s'il est bien, pour les citoyens, au niveau national, une instance démocratique à qui il revient essentiellement de proposer et voter les lois, d'en assumer la responsabilité politique et de retirer éventuellement sa confiance au Gouvernement qui les propose, c'est bien le Parlement.

Αu niveau européen, cette responsabilité est diffuse et diluée, et l'on ne voit pas très bien qui, des trois instances précitées, détient vraiment le pouvoir et décide réellement des politiques à mener. Il s'agit là d'une direction tricéphale dont les chefs,entendez par là le Président du Conseil européen. Monsieur Herman Rompuy : le Président de la Commission européenne, Monsieur José Manuel Baroso : le Président du Parlement européen, Monsieur Martin Schulz -, ne sont pas toujours sur la même longueur d'onde. loin s'en faut.

Qui plus est, et c'est sans doute ce qui « noie le poisson », le Gouvernement de l'Europe, l'exécutif européen, est un organe hybride qui se compose, à la fois, de la Commission européenne et du Conseil des Ministres européens dont les membres, c'est-à-dire les Commissaires européens et les Ministres européens, ne proviennent pas et ne sont pas élus au sein du Parlement européen lui-même!

Contrairement à ce qui se passe au niveau des Etats membres de l'Union, le jeu politique est dès lors faussé dès l'instant où la majorité et l'opposition au sein du Parlement européen ne peuvent assumer pleinement leur responsabilités et en rendre compte à ceux qui les ont élus. On comprend dès lors que les citoyens s'en désintéressent.

Qu'est-ce que les citoyens ont à se soucier, en effet, de savoir si les votes, qui se prennent au niveau des institutions européennes à Bruxelles, se prennent à la « majorité qualifiée », ou à l'unanimité, si les débats extrêmement importants auxquels ils se rapportent ne se prennent pas en plein jour, au sein du Parlement européen, majorité contre opposition ?

Chaque parlementaire élu devrait pouvoir être mis légitimement devant ses propres responsabilités, aurait à s'expliquer de son vote et en rendre compte directement devant ses propres électeurs. Les choses apparaîtraient dès lors nettement plus claires aux yeux des citoyens. Ceux-ci pourraient ainsi se positionner eux-mêmes, en toute connaissance de cause, par rapport aux enjeux en présence, et interpeller directement leurs représentants élus sur les questions qui fâchent.

#### Technocratie ou démocratie ?

Ne laissons plus l'Europe livrée aux jeux discrets politiciens de la diplomatie. Elle mérite bien plus que cela. Les décisions européennes résultent, en effet, de savantes négociations, menées à l'abri des regards extérieurs,

par les « représentants permanents » de chaque Etat membre (1) ,- des ambassadeurs en quelque sorte-, auprès des instances européennes dont ils préparent les dossiers quant aux décisions à prendre.

Un exemple? Le projet actuellement en cours d'élaboration d'un transatlantique Union Européenne-USA, élaboré dans l'opacité, en toute discrétion, visant à constituer, d'ici à 2015, un grand espace de libreéchange de biens et de services où le droit des sociétés multinationales prendrait le pas sur celui des Gouvernements élus des **Ftats** membres !

Les citoyens ne se retrouvent pas dans ces arcanes institutionnels de l'Europe d'aujourd'hui où, de surcroît, de nombreux et puissants lobbyistes exercent une très grande influence, bref, un imbroglio institutionnel qui leur apparaît comme très opaque et technocratique, or, la technocratie n'est pas la démocratie! Les conditions sont donc réunies pour permettre aux populismes de surfer sur la première vague de l'opportunisme.

Il est évident qu'à la faveur des politiques d'austérité décidées et menées par l'Europe, prônées dans le « Traité sur la stabilité, la coopération et la gouvernance européenne » - le TSCG - qui vient d'être approuvé par nos Parlements, celles-ci sont de puissants ressorts pour tous ceux qui veulent monter l'opinion publique contre l'Europe, rendue responsable de tous les maux qui nous accablent

aujourd'hui.

C'est donc à une refonte complète des institutions européennes et de leur fonctionnement qu'il faut s'atteler si l'on veut que cette noble et merveilleuse « idée européenne », source de paix et de prospérité potentielle pour les générations actuelles et à venir, puisse survivre à ses détracteurs.

Car c'est d'un grand déficit démocratique dont souffre l'Union européenne d'aujourd'hui, et il est grand temps que s'ouvre un vrai et large débat sur une réflexion à mener en profondeur sur le sens et les moyens que l'on veut donner à cette Europe. « Oser la démocratie ! », tel est le thème, voire le slogan, des Journées européennes d'Athènes, organisées les 7 et 8 février 2014.

#### Les « miroirs aux alouettes »

En guise de conclusion, ce projet d'Union européenne, un chantier toujours en construction, est le véritable niveau où s'affrontent les véritables enjeux du monde, où de véritables combats politiques peuvent être livrés pour y faire face, où l'on peut encore espérer pouvoir influencer efficacement les décisions qui se prennent au niveau mondial.

Il ne faut pas « jeter le bébé avec l'eau du bain », et s'en remettre aux fadaises des idées populistes qui jettent le discrédit sur la construction européenne.

On peut certes, à tort ou à raison, vouloir discréditer et combattre les orientations politiques, économiques et sociales actuelles de l'Europe d'aujourd'hui

que d'aucuns considèrent comme ultralibérale, vouée entièrement et sans retenue à la politique du «tout au marché ».

Le système économique à la base de la construction européenne repose, faut-il le rappeler, sur l' « économie de marché » et vise, par le biais de la libre concurrence et la suppression des frontières intérieures entre les Etats membres, à la réalisation d'un grand marché commun grâce à la libre circulation des biens, des personnes, des capitaux, et des services, mais où, parmi ceux-ci, - et pour ne prendre qu'un seul exemple de ce qui suscite les mécontentements, voire la colère de nombreux citoyens -, les services publics et les entreprises qui en dépendant sont mis sur la défensive, dévalorisés, voire privatisés! (2)

Tout dépend, en fait, du rapport des forces et des formations politiques en présence, sur l'échiquier de l'électorat européen, et de leurs programmes de gouvernement, qui peuvent varier selon le principe de l'alternance démocratique.

D'autres choix fondamentaux, de nouveaux paradigmes doivent-ils être envisagés pour pérenniser cette construction européenne ?

Sans doute, mais si l'on en vient, en raison de la crise systémique actuelle, à tourner le dos à la construction européenne elle-même, c'en sera fini de tous les espoirs que les peuples européens, au lendemain de la dernière

guerre mondiale, avaient imaginé de vouloir construire un monde plus libre, plus juste, plus solidaire et plus humain : les Etats nations souverains que les nostalgiques, les populistes en tête, veulent ressusciter, avec toutes leurs prérogatives, ne seront plus, eux, que des « miroirs aux alouettes » !

Et, comme s'est écrié un certain François Mitterrand : « les nationalismes, c'est la guerre » !...

### **Raoul Piérard**

Licencié en Etudes européennes de l'ULB

- (1)Voir l'article 240 du Traité de Lisbonne sur le fonctionnement de l'Union européenne qui dispose qu'« un Comité, composé des représentants permanents des Gouvernements des Etats membres, est responsable de la préparation des travaux du Conseil des Ministres européens et de l'exécution des mandats qui lui sont confiés par celui-ci ». Chaque Etat membre est donc représenté par une délégation nationale auprès des institutions européennes. Chaque délégation dispose d'un personnel important d'experts et est présidée par le « Représentant permanent » qui a un rang équivalent à celui d'un ambassadeur. Toutes ces délégations se retrouvent au sein d'un Comité appelé COREPER.
- (2) Voir à ce sujet le journal Le Soir, édition du 17 janvier 2014

## A LIRE!

LES 25 EMPIRES DU DÉSERT
HISTOIRE DU PROCHE ET MOYEN ORIENT
PIERRE MOUSSA - EDITIONS SAINT-SIMON

Notre 21ème siècle aura fait son entrée dans l'histoire avec deux évènements qui ont eu pour acteurs les Arabes.

Le premier, spectaculaire, retentissant, inattendu, est évidemment la destruction des Twin Towers de Manhattan le 11 septembre 2001. Ce nouveau terrorisme, convulsion violente de la « guerre sainte » va-t-il transformer toutes les données des conflits d'aujourd'hui?

Le second, non moins spectaculaire, retentissant et inattendu est le déclenchement des révolutions arabes. Ces mouvements ont imposé des élections libres qui ont assuré à la fois une victoire de la démocratie mais aussi celle des islamistes.

Si bien que ces deux évènements, bien qu'ils aient modifié les rapports de force dans une partie de la planète, n'infirment ni ne confirment la probabilité du choc, souvent annoncé et décrit, des civilisations.

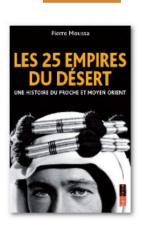
En tout cas, ce que l'on appelle depuis la seconde moitié du 19ème siècle le « monde arabe » se révèle politiquement incontournable et intellectuellement fascinant

C'est ce que Pierre Moussa, écrivain français d'origine égyptienne, agrégé de lettres, élève de l'ENA, haut fonctionnaire, fin connaisseur du continent africain, nous explique en embrassant 100.000 ans d'histoire : de l'arrivée de l'Homo Sapiens sur les rives de la Méditerranée aux dernières convulsions d'un monde perpétuellement instable.

Les guerres et les invasions, mais aussi l'enjeu pétrolier, l'influence des Etats-Unis hier et, aujourd'hui, de la Chine, l'interminable conflit entre Israël et ses voisins, la lutte fratricide entre sunnites et chiites et, récemment, l'irruption d'une vague démocratique qui a emporté des régimes qu'on croyait inamovibles...

Un survol indispensable pour comprendre l'avenir de cet Orient et, aussi, le nôtre.

#### **Daniel Sclavon**



# L'AGENDA

MARS/AVRIL

THÈME : DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

# CONFÉRENCE/DÉBAT

« **Le suffrage universel, une conquête laïque** » par Julien DOHET. Jeudi 20 mars à 19h30.



Militant syndical rémunéré, Julien Dohet est également historier (spécialisé sur le mouvement ouvrier et ses luttes). Né en 1975, libre penseur, marxiste, il est actif dans divers collectifs allant de la laïcité à la gauche radicale en passant par l'altermondialisme

L'invitation à cette activité vous parviendra prochainement par courrier postal.

P.A.F. : 3€

Réservation souhaitée auprès de la Maison de la Laïcité via le 065/781 153 ou via maisonlaiciteframeries@skynet.be.

Cette activité vous est proposée en partenariat avec :



## CONFÉRENCE/DÉBAT

**«Europe, la montée en force du populisme»** par Christophe SENTE et Jean SLOOVER.

Jeudi 27 mars à 19h30.



La Maison de la Laïcité de Frameries, en partenariat avec l'Extension ULB de Dour, l'U.A.E. de Mons, et le Cercle Condorcet Picardie, vous convient à participer à la conférence-débat sur le thème « Europe, la montée en force du populisme » par M.M. Christophe SENTE, docteur en Sciences politiques de l'ULB, et Jean SLOOVER, diplômé également en Sciences politiques de l'ULB, chroniqueur, Prix Ex-Libris 2003, le jeudi 27 mars, à 19heures 30. à notre Maison de la Laïcité.

Christophe Sente donne actuellement un séminaire à l'ULB consacré à la pensée de Proudhon et publie régulièrement dans différentes revues européennes.

Jean Sloover, auteur de plusieurs essais dont deux livres d'entretien avec Paul Magnette, a livré de nombreuses chroniques au Soir et au Vif/L'express, ainsi qu'aux périodiques français Le Monde et Alternatives économiques.

Tous deux viennent de publier, aux éditions « Espace de Libertés », un ouvrage « La tentation populiste » où ils décrivent la montée en force du populisme en Europe et apportent des éléments de réponse à cette nouvelle grande transformation des sociétés nationales en Europe.

Nul doute que cette nouvelle soirée-débat que nous vous proposons recueillera tout votre intérêt.

### P.A.F.: 3€

Réservation souhaitée auprès de la Maison de la Laïcité via le 065/781 153 ou via maisonlaiciteframeries@skynet.be.

Cette activité vous est proposée en partenariat avec :







### **ANIMATION**

«Expli-City»

Du 2 au 18 avril.



### La démocratie au bout du doigt!

D'un toucher d'écran, plongez-vous dans Expli-City une ville imaginaire dont les quartiers animés vous expliquent le système démocratique belge avec amusement et simplicité.

D'abord, comblez les espaces libres de cette cité quasi déserte, et dessinez-là à votre image. Par la même

occasion, découvrez la politique d'aménagement d'une ville. Puis, baladez-vous : sous les flocons de neige, traversez la Place des Lois qui aborde la séparation des pouvoirs, empruntez la Rue du Temps dont les stèles racontent l'évolution du droit de vote, déployez votre parapluie dans l'Impasse du Noir Destin qui évoque la deuxième guerre mondiale, arrêtez-vous sur la Place Dédale pour en savoir plus sur les différents niveaux de pouvoirs... Et découvrez bien d'autres thématiques encore, parce qu'Expli-City ne manque pas de recoins.

A la fin de votre balade, testez vos connaissances et tentez de devenir Maîtrecitoyen!

Animation accessible gratuitement sur réservation, aux groupes scolaires et extra-scolaires, à partir de 17 ans. Animation de deux heures. Groupe de max. 20 personnes.

Cette activité vous est proposée en partenariat avec :



29 avril à 8h30.

Organisée par le Centre de Planning en collaboration avec la MLF dans le prolongement de l'exposition/animation «Pas ce soir chéri(e)».



### Les intervenants:

Valérie PIETTE (Chargée de cours à la Faculté de Philosophie et Lettres à l'ULB), Bruno HUMBEECK (Travailleur psychosocial et auteur de plusieurs publications, spécialiste de la résilience.),

Et Elisa BRUNE (Essayiste, romancière et journaliste scientifique).

### **Programme:**

08h30 - 9h20 : Accueil et petit déjeuner.

9h20 - 9h50 : Intervention de Valérie PIETTE.

9h50 - 10h20 : Intervention de Bruno HUMBEECK.

10h20 - 10h30 : Pause.

10h30 - 11h : Intervention d'Elisa BRUNE. 11h - 11h30 : Ouestions/débat et clôture.

Entrée : 5€ (Petit déjeuner compris)
Réservation obligatoire auprès du Planning Familial via le 065/45 00 24 ou via planningframeries@gmail.com.





freedigitalphotos.net

# LA FÊTE DE LA JEUNESSE LAÏQUE

Le dimanche 18 mai 2014 à 10h au Théâtre Royal de Mons.



La Fête de la Jeunesse Laïque est destinée aux adolescents qui, au sortir de l'enfance et de l'école primaire (où ils ont reçu une formation de morale laïque) s'apprêtent à affronter l'enseignement secondaire.

Conçue pour célébrer le passage de l'enfance à l'adolescence, la Fête de la Jeunesse Laïque se veut également l'illustration des principes fondamentaux du cours de morale:

Fraternité - Tolérance - Solidarité - Respect de la personne humaine - Droit à la liberté - Droit à la justice - Droit au bonheur.

Cette fête réunit des adolescents, leur famille, leurs amis et toute la communauté laïque et est le lieu d'animations diverses. Emotions et sentiments y sont magnifiés par de la poésie, des textes et de la musique.

Elle est préparée à la fin de la sixième primaire par le professeur de morale de l'enfant et un comité organisateur local.

Pour la région de Mons, vous pouvez contacter le Comité Fête de la Jeunesse Laïque de Mons.

Loreline Hellin.
Rue brisselot, 22 - 7000 Mons.
Tél.: 0475/61.62.01.
Courriel: lorelineh@yahoo.fr

# QUELQUES PENSÉES À MÉDITER

De notre ami Serge Beth, cette pensée d'Albert Camus :

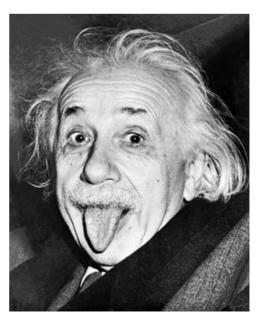
« Il y a dans les hommes plus de choses à admirer que de choses à mépriser.»

De notre ami Jean-Marie Harvengt, une pensée d'Albert Einstein :

«Trois idéaux ont éclairé ma route et m'ont souvent redonné le courage d'affronter la vie avec optimisme : la bonté, la beauté et la vérité.»

D'un enseignant à l'humour supersticieux :

«Ta copie vaut 13, mais je t'ai mis un 12, pour ne pas te porter malheur!»



# LE COURRIER DES LECTEURS

De notre ami Pierre Courtois, un article de Jean-François Dauriac, paru sur le site de l'observatoire de la démocratie, sur un sujet d'actualité : Dieudonné et la quenelle.

Le racisme a toujours existé. De haute lutte, notre République avait réussi à le rendre illégal. Elle n'admet aucune discrimination fondée sur la couleur de la peau, les origines, les croyances religieuses, le sexe.

L'élément nouveau aujourd'hui, est que malgré cela, le racisme parvient encore et toujours à se réhabiliter pour se placer au rang « d'une simple idée parmi d'autres, qui mérite d'être débattue et dissertée ».

La seule chose à bien analyser dans la pseudo affaire « *Dieudonné* et sa quenelle » est qu'elle est révélatrice de cette évolution. Ce terrain est pervers, car il permet aux racistes de retourner contre les républicains leurs propres armes : la démocratie, la tolérance et la liberté d'expression et d'opinion. Comment ne pas tomber dans ce piège ? Si la démocratie suffisait, cela se saurait. Que n'entend on déjà :

« il est interdit d'interdire, chacun a le droit de penser ce qu'il veut, à chacun ses convictions, etc ». Non, la tolérance n'existe pas contre l'intolérance, les droits et libertés n'existent pas pour ceux qui les combattent. Oui, la démocratie n'est qu'une méthode, la moins mauvaise, pour les républicains et les défenseurs des droits et de la dignité de l'Homme. Ceux qui la nient et la combattent ne peuvent pas s'en prévaloir.

Montesquieu disait « la force sans la justice est tyrannique, la justice sans la force est impuissante ».

Les bonnes idées, les plus justes ont besoin d'être clairement défendues et avec force. La Loi en est une. L'action de nos Ministres en est une autre, mais la mobilisation de chacun et sa clarté est la plus redoutable. Il est dangereux de s'en priver.

### Merci donc, à quelques ministres de la république d'agir, comme ils le peuvent, à leur niveau. Mais que fait le peuple républicain?

Les amateurs de Dieudonné ne sont aujourd'hui avec lui, qu'une poignée d'imbéciles, racistes, et méprisables. Qu'un joueur de foot célèbre, pur et riche produit d'un système, feigne de critiquer la société en se fendant d'un signe nazi déguisé l'est tout autant. Il n'v a là rien de bien nouveau : un pseudo artiste et un abruti de footballeur, tous deux racistes et fascistes. Rien de plus. Ce qui l'est en revanche c'est la passivité des mouvements antiracistes et des prétendus défenseurs de la laïcité et la République. Serions-nous si peu nombreux, si résignés, se limiter à attendre du Ministre de l'Intérieur, ou de la Justice qu'ils apportent des réponses juridiques ou institutionnelles? N'avons nous pas mieux à faire que d'exprimer

nos sempiternelles hésitations sur la question de savoir si on ne va pas lui faire trop de publicité?

Des millions de républicains, antiracistes ne suffiraient-ils pas à exprimer leur indignation dans chaque ville où ils se produisent, lors de chacun des prétendus spectacles, lors de chaque match de football fréquenté par ce petit joueur qui tend niaisement le bras...?

« Le monstre est toujours fécond d'où est sortie la bête immonde » disait Bertold Brecht. Certes la période est plus propice aux manifestations pour la défense des centres équestres ou l'expression des bonnets rouges de Bretagne. Qu'il y en ait de temps en temps, pour la défense et la promotion de l'intérêt général, de la justice pour tous et d'abord pour les plus démunis, de la lutte contre le racisme serait rafraîchissant et surtout plus rassurant.

Jean-Francis Dauriac









